

APRÈS LES ANNONCES DU MINISTRE, AMPLIFIONS LA CAMPAGNE POUR LE RÉTABLISSEMENT DES ÉPREUVES NATIONALES, TERMINALES ET ANONYMES

DÈS 2022 !

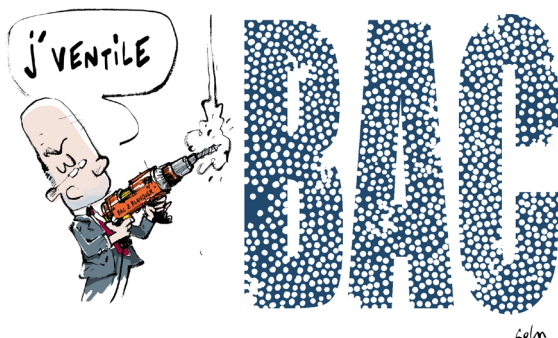
Deux semaines après la grève historique du 13 janvier, le ministre Blanquer a annoncé aux organisations syndicales le report des épreuves de spécialité de mars et la suspension de l'attestation de langues. Le ministre a été contraint de modifier une nouvelle fois sa réforme qui, virus ou pas, ne satisfait personne.

La FNEC FP-FO a rappelé au ministre qu'à ce jour, 14 000 signataires ont exprimé, par le biais de la pétition FO, SNES, SNEP, CGT, SUD et SNALC, avec les associations de professeurs spécialistes APHG, APBG, APLV, APPEP, APSES, UDPPC, CNARELA et APMEP et le syndicat lycéen La voix lycéenne, leur exigence de voir le report des épreuves de spécialité de mars, leur transformation en épreuves terminales, et le rétablissement des épreuves nationales, terminales et anonymes.

En reportant les épreuves d'EDS en mai, et non en juin, le ministre veut éviter d'ouvrir une brèche trop grande. Il ne veut pas que sa réforme soit compromise.

Raison de plus pour amplifier la campagne, la signature massive de la pétition, et discuter des initiatives pour rétablir le baccalauréat national !

BAC & BLANQUER



UNE RÉFORME DONT PERSONNE NE VEUT

Jamais une réforme du lycée et du baccalauréat n'a subi autant de modifications depuis sa mise en œuvre en septembre 2019. E3C, contrôle continu intégral, contrôle continu partiel, report des épreuves de spécialités, suspension de l'attestation de langues...

Session après session, cette réforme s'est heurtée à la mobilisation des enseignants et des lycéens : rétention des notes et grève des jurys en 2019 (avant même sa mise en œuvre), mobilisation contre les E3C en 2020, grève des correcteurs et des jurys en 2021.

Virus ou pas, le Bac Blanquer et Parcoursup sont facteurs de désorganisation et d'inégalités

À l'heure où la réforme du lycée et du baccalauréat est plus que jamais remise en question, il est possible de faire reculer le ministre et d'obtenir le rétablissement des épreuves nationales, terminales et anonymes du baccalauréat.

C'est pourquoi le SNFOLC, avec sa fédération, organise une conférence nationale pour le rétablissement du baccalauréat national le 4 février. La question de la poursuite et de l'élargissement de la mobilisation sera au cœur de la discussion. Le secrétaire général de la confédération sera présent. Deux associations de spécialistes ont indiqué qu'elles souhaitent y participer.

Le SNFOLC appelle les personnels à poursuivre les prises de position, si possible dans l'unité, pour le retrait du Bac Blanquer et l'abandon de la réforme du lycée et de Parcoursup.